



ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES (C.O.S)

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Avenue du Parc
2 le Campus
95032 CERGY PONTOISE CEDEX

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020



COMITE DES ŒUVRES SOCIALES

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'assemblée générale de l'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de **L'ASSOCIATION COMITE DES ŒUVRES SOCIALES** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.



C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- nos contrôles ont notamment porté sur la régularité de la comptabilisation en produits des subventions ainsi que des contributions des agents ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'association et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :


- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Cergy, le 30 mars 2021

Le commissaire aux comptes

EXPONENS

Signé par


Signature numérique de : Stéphane CUZIN
Date : 30-03-2021 15:10
Lieu : PARIS
65333861313466302d313137362d343...

Stéphane CUZIN

Associé



BILAN ACTIF	Exercice 2020			Exercice 2019
	Montant brut	Amortissements & dépréciations	Montant net	Montant net
ACTIF IMMOBILISE				
Matériel informatique	999,00 €	999,00 €	- €	- €
Total immobilisations corporelles	999,00 €	999,00 €	- €	- €
Titres-immeubles temps partagé	90 600,58 €	90 600,58 €	- €	- €
Parts Crédit Mutuel	15,00 €	- €	15,00 €	15,00 €
Aides remboursables	12 848,02 €	- €	12 848,02 €	12 929,11 €
Prêts santé-handicap	2 386,82 €	- €	2 386,82 €	4 111,24 €
Prêts immobiliers	20 904,49 €	- €	20 904,49 €	33 648,74 €
Prêts logements	604,00 €	- €	604,00 €	- €
Prêts amélioration de l'habitat	17 916,50 €	- €	17 916,50 €	28 208,72 €
Prêts réparation véhicule	674,53 €	- €	674,53 €	1 740,34 €
Dépôts&cautionnements versés	52 546,30 €	- €	52 546,30 €	52 888,01 €
Total immobilisations financières	198 496,24 €	90 600,58 €	107 895,66 €	133 541,16 €
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	199 495,24 €	91 599,58 €	107 895,66 €	133 541,16 €
ACTIF CIRCULANT				
Fournisseurs - avances	2 400,00 €	- €	2 400,00 €	11 817,00 €
Bénéficiaires du COS	156 086,69 €	- €	156 086,69 €	167 094,03 €
Créance/CAF	76 659,94 €	- €	76 659,94 €	83 698,35 €
Créance/SMBO	1 496,16 €	- €	1 496,16 €	820,66 €
Créance/GIP	8 346,04 €	- €	8 346,04 €	- €
Débiteurs divers	11 592,40 €	- €	11 592,40 €	664,00 €
Titres de placements	50 550,00 €	- €	50 550,00 €	350 602,48 €
Livrets Association	911 310,02 €	- €	911 310,02 €	729 922,81 €
Banques et caisse	199 634,13 €	- €	199 634,13 €	107 827,26 €
Charges constatées d'avance	307 710,11 €	223 533,00 €	84 177,11 €	196 718,97 €
TOTAL ACTIF CIRCULANT	1 725 785,49 €	223 533,00 €	1 502 252,49 €	1 649 165,56 €
TOTAL GENERAL	1 925 280,73 €	315 132,58 €	1 610 148,15 €	1 782 706,72 €

BILAN PASSIF	Exercice au 31/12/2020	Exercice au 31/12/2019
FONDS PROPRES		
Réserves au 01/01/1990	900 540,21 €	900 540,21 €
Apport sans droit de reprise	43 198,62 €	43 198,62 €
Report à nouveau	107 165,11 €	157 229,70 €
Excédent ou déficit de l'exercice	31 757,25 €	- 50 064,59 €
TOTAL FONDS PROPRES	1 082 661,19 €	1 050 903,94 €
PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES		
Provisions pour risques	- €	- €
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	- €	- €
DETTES		
Dépôts reçus pour FDR crèche	52 000,00 €	52 000,00 €
Fournisseurs & comptes rattachés	67 390,00 €	97 708,76 €
Bénéficiaires du COS	13 607,76 €	23 320,92 €
Etat, IS	804,00 €	1 116,00 €
SDIS	14 883,90 €	16 507,30 €
Conseil Départemental	48 817,53 €	54 231,50 €
Autres créanciers	129,77 €	4 560,00 €
Produits constatés d'avance	329 854,00 €	482 358,30 €
TOTAL DETTES	527 486,96 €	731 802,78 €
TOTAL GENERAL	1 610 148,15 €	1 782 706,72 €

COMPTE DE RESULTAT	Exercice 2020	Exercice 2019
PRODUITS		
Subventions	1 836 775,47 €	1 956 840,08 €
Participations des agents	391 601,50 €	552 951,69 €
Produits divers	2 839,00 €	4 345,00 €
Reprise de provisions&Transferts de charges	- €	- €
Total des produits	2 231 215,97 €	2 514 136,77 €
CHARGES		
Achat petit matériel	- €	- €
Services extérieurs	11 218,82 €	11 752,36 €
et Autres Services extérieurs	46 298,72 €	56 854,51 €
Impôts et taxes	- €	- €
Charges de personnel	364 254,48 €	361 218,68 €
Autres charges de gestion	1 579 470,23 €	2 150 954,73 €
Dotations aux amortissements	- €	- €
Dotations aux provisions pour dépréciations	223 533,00 €	- €
Total des charges	2 224 775,25 €	2 580 780,28 €
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	6 440,72 €	- 66 643,51 €
Produits financiers	4 212,48 €	6 111,65 €
Charges financières	- €	- €
RESULTAT FINANCIER	4 212,48 €	6 111,65 €
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS	10 653,20 €	- 60 531,86 €
Produits exceptionnels		
sur opérations de gestion	79,86 €	5 038,97 €
sur opération en capital	21 910,22 €	21 432,73 €
Reprise de provisions s/immob financières	17 192,25 €	6 143,31 €
Charges exceptionnelles		
sur opérations de gestion	- 81,93 €	- 2 783,59 €
sur opération en capital	- 17 192,25 €	- 18 248,15 €
RESULTAT EXCEPTIONNEL	21 908,15 €	11 583,27 €
Impôt sur les sociétés	- 804,00 €	- 1 116,00 €
EXCEDENT	31 757,35 €	
DEFICIT		- 50 064,59 €
	Exercice 2020	Exercice 2019
Contributions volontaires en nature		
<i>Prestations en nature</i>	49 838,13 €	57 919,07 €
Total des contributions	49 838,13 €	57 919,07 €
Charges des contributions volontaires en nature		
<i>Mise à disposition gratuite de biens</i>		
Mobilier & fournitures de bureau	98,28 €	11 931,05 €
Bureaux bâtiment E	27 849,58 €	27 188,94 €
<i>Mise à disposition gratuite de services</i>		
Frais de fonctionnement des bureaux	3 420,00 €	3 591,69 €
Travaux d'imprimerie	5 682,11 €	2 031,60 €
Affranchissements	11 088,16 €	11 475,79 €
Frais téléphoniques&accès internet (estimation)	1 700,00 €	1 700,00 €
Total des charges des contributions	49 838,13 €	57 919,07 €